

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Information Management/Information Technology -
IM/IT/Gestion de l'Information -Technologie de
l'Information-GI/TI
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
12C1, Place du Portage III
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet DRMIS PROF SVCS FOLLOW-ON SUPPORT	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-126279/D	Amendment No. - N° modif. 014
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-126279	Date 2014-08-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XQ-008-27724	
File No. - N° de dossier 008xq.W8474-126279	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-08-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hradecky, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur 008xq
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1348 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8474-126279/D

Amd. No. - N° de la modif.

014

Buyer ID - Id de l'acheteur

008xq

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8474-126279

File No. - N° du dossier

008xqW8474-126279

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Demande de Soumissions (DDS) pour
Services de soutien au Système d' de gestion des ressources de la Défense
(SIGRD)
Et Services de soutien intégré dans SIGMA
N° de l'invitation W8487-126279/D

Veillez voir les documents ci-joint.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Demande de Soumissions (DDS) pour
Services de soutien au Système d'information de gestion des ressources de la Défense
(SIGRD)
Et Services de soutien intégré dans SIGMA
N° de l'invitation W8487-126279/D

Les modifications suivantes sont apportées à la demande de propositions pour:

- i. répondre aux question 87 et question 88 reçu;
- ii. ajouter : PARTIE 7-A - Clauses du contrat subséquent (SIGRD), **article 30.,**
Accès aux systèmes informatiques du ministère de la défense nationale, et ;
- iii. fournir : pièce jointe D - **Entente d'accès et de non-divulgence.**

Question 87 :

À l'**article 3.3** (page 94), de l'**annexe A-1, Énoncé des travaux, MDN**, de la DP, il est question de 32 catégories de ressources.

Dans la DP, **Pièce jointe A – Procédures et critères d'évaluation technique, 2. Critères d'évaluation technique de l'entreprise, B. Critères techniques obligatoires pour l'entreprise E.O5 et C. Critères techniques de l'entreprise cotés par point, E.C5** (E.O5 à la page 190; E.C5 à la page 193) il est question de 22 catégories de ressources pour les jours facturables aux fins d'évaluation.

Question 87 a) :

Nous comprenons que soumettre l'**Appendice A à la pièce jointe A, Réponses pour les projets de référence** constituerait une réponse complète pour le Canada en ce qui a trait l'E.O5 et l'E.C5, si au moins 16 des 22 catégories sont abordées. Pour que leur réponse soit jugée complète par le Canada pour tous les critères obligatoires et cotés par points, les soumissionnaires doivent aborder (dans l'Appendice A à la pièce jointe A) l'ensemble des 32 catégories (ou au moins les catégories utilisées dans le contrat de référence), ce qui inclurait les 10 catégories non indiquées à l'E.O5 ou à l'E.C5?

Réponse 87 a) :

Non, les soumissionnaires doivent uniquement fournir des précisions sur n'importe lesquelles des 16 catégories figurant parmi les 22 catégories indiquées à l'E.O5.

Question 87 b) :

Si oui, quels critères d'évaluation s'appliqueront aux 10 autres catégories de ressources?

Réponse 87 b) :

Sans objet.

Question 87 c) :

Si les soumissionnaires doivent fournir une réponse en lien avec les 10 autres catégories, le Canada pourrait-il confirmer que nous n'avons pas besoin d'inclure a) le calcul des jours facturables, b) les mois d'expérience et c) la mise en correspondance avec les tâches figurant à l'annexe A-1 pour ces 10 catégories, puisqu'elles ne sont pas évaluées pour ce qui est des jours facturables?

Réponse 87 c) :

Sans objet.

Question 88 :

Référence : La **DP, partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions; Section I : Soumission technique; article 1.2; paragraphe 2** (page 11), explique notamment que « *La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.* »

À l'**annexe A-1, Énoncé des travaux, MDN, article 3.3** (pages 94 à 106), il est question de 32 catégories de ressources. Chacune de celles-ci comporte un certain nombre de services à assurer, qui sont définis par sous section (a., b., c., etc.)

Dans la **DP, Pièce jointe A – Procédures et critères d'évaluation technique, 2. 2. Critères d'évaluation technique de l'entreprise, A. Général**, il est indiqué que les soumissionnaires doivent remplir l'Annexe A à la pièce jointe A pour corroborer le rendement de l'entreprise.

Nous savons par expérience qu'en règle générale, chaque mise en œuvre et soutien en service stable requiert essentiellement l'exécution des mêmes tâches pour offrir la solution ou un soutien continu. Même si nous reconnaissons que l'énoncé « *Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions* » constitue généralement un bon élément de différenciation, dans ce cas-ci, les tâches associées à chaque catégorie sont décrites de façon très détaillée dans la DP (pages 94 à 106). Par ailleurs, on indique expressément qu'il s'agit de la technologie SAP, en plus de définir l'utilisation de tâches traditionnelles de développement de systèmes et de tâches traditionnelles de soutien en service stable. Il y a donc peu de latitude pour déroger à la façon de faire standard de l'industrie. Par conséquent, nous ne voyons pas l'utilité de reformuler les tâches associées aux catégories de ressources pour corroborer le rendement de l'entreprise. Le Canada consentirait-il à ce que les soumissionnaires désignent les tâches des points a., b., c., etc. (pour chaque catégorie) qui ont été exécutées par l'ensemble des ressources de la catégorie en question? Si le Canada accepte cette suggestion, les soumissionnaires gagneraient beaucoup de temps du fait qu'ils n'auraient pas à reformuler des tâches génériques. Les évaluateurs gagneraient également beaucoup de temps car ils n'auraient pas à établir les correspondances pour en arriver à déterminer qu'au moins 50 % des tâches ont été accomplies dans le cadre du projet de l'entreprise cités en référence.

Réponse 88 :

Le Canada n'accepte pas que les tâches de haut niveau figurant dans l'EDT soient répétées dans la réponse des soumissionnaires. Ces derniers sont priés de démontrer davantage les travaux réalisés par les ressources en décrivant suffisamment en détail les travaux précis en question. Un résumé de projet/des travaux est censé être fourni dans le cadre de la réponse des soumissionnaires. Celui-ci devra comprendre des détails sur les activités réalisées.

AJOUTER :

PARTIE 7-A - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT (SIGRD)

30. Accès aux systèmes informatiques du ministère de la défense nationale

- (a) Afin d'effectuer les travaux prévus au contrat, l'entrepreneur et son personnel, le cas échéant, que ce soit à titre d'employé, de sous-traitant, d'agent ou autre, doivent avoir accès à l'application de planification des ressources d'entreprise (PRE) du ministère de la Défense nationale (MDN), connue sous le nom de Système d'information de gestion des ressources de la Défense (SIGRD), auquel on fait parfois référence en tant qu'une de ses applications mères, soit le Système de comptabilité financière et de gestion (SCFG) ou le Système d'information - Soutien et acquisition du matériel (SISAM). L'entrepreneur convient que lui-même et son personnel se limiteront à utiliser le SIGRD afin d'accéder aux données du SIGRD et aux tableaux de données connexes nécessaires pour effectuer les travaux prévus au contrat et contenus dans les modules du SIGRD énumérés à l'annexe << H1 >>. L'entrepreneur convient également que ni lui ni son personnel n'accéderont à tout renseignement ou à toute donnée du SIGRD qui n'est pas précisément nécessaire pour exécuter les travaux prévus au contrat, et que ni lui ni son personnel ne divulgueront de tels renseignements ou de telles données pour toute raison que ce soit. L'entrepreneur convient en outre qu'il assujettira, par le biais d'un contrat, ses sous-traitants de tout niveau et ses agents ayant accès au SIGRD à respecter les mêmes obligations et restrictions avant que ces derniers ne puissent accéder au SIGRD.
- (b) L'entrepreneur doit exiger que chaque membre de son personnel qui exécute des travaux prévus au contrat et qui aura accès au SIGRD signe l'accord d'accès et de non-divulgaration joint à pice jointe D. L'entrepreneur doit transmettre chaque accord d'accès et de non-divulgaration signé au responsable technique avant que le membre du personnel puisse avoir accès au SIGRD.
- (c) L'entrepreneur convient d'aviser l'autorité contractante immédiatement lorsqu'il est informé de toute violation potentielle ou réelle du présent article 30 ou de l'accord d'accès et de non-divulgaration, y compris le nom de la ou des personnes ayant commis ou ayant prévu de commettre une violation et tous les renseignements que l'entrepreneur est raisonnablement en mesure d'obtenir concernant la nature de la violation et les données du SIGRD qui ont été consultées dans le cadre de la violation du contrat ou de l'accord. L'entrepreneur doit immédiatement transmettre à l'autorité contractante tout avis qu'il reçoit d'un sous-traitant de tout niveau concernant toute violation potentielle ou réelle.
- (d) L'entrepreneur convient que, lorsqu'il est informé que tout membre de son personnel ou du personnel de tout sous-traitant de tout niveau a violé les dispositions du présent article 30 (ou l'équivalent dans le cadre d'un contrat de sous-traitance de tout niveau) ou de l'accord d'accès et de non-divulgaration, ou a obtenu accès au SIGRD sans devoir signer l'accord d'accès et de non-

divulgaration, et à moins que le Canada détermine qu'aucun soumissionnaire n'a obtenu un avantage indu dans le cadre d'un marché en raison de cette violation, l'entrepreneur doit, pour une période de deux ans à compter de la date du dernier accès possible au SIGRD par cette personne, ne pas utiliser les services de cette personne ou des renseignements fournis par cette dernière dans la préparation, la participation ou la promotion de toute soumission dans le cadre d'un marché concurrentiel du Canada dans le cadre duquel l'accès non autorisé au SIGRD pourrait fournir un avantage indu à un soumissionnaire. La restriction de la phrase précédente s'applique à toute soumission d'un sous-traitant de tout niveau dont un membre de son personnel est responsable de la violation, ou à toute soumission dans laquelle le sous-traitant de tout niveau est, le cas échéant, un participant, un sous-traitant ou offre de l'aide à un soumissionnaire. L'entrepreneur convient que le Canada peut, dans le cadre d'un appel d'offres ou d'une demande de propositions pour de tels marchés concurrentiels, exiger que les soumissionnaires attestent qu'ils n'ont pas, lors de la préparation de leur offre, utiliser les services ou de renseignements d'une personne ayant commis la violation mentionnée dans ce paragraphe, dont le nom sera indiqué dans les documents de l'appel d'offres ou de la demande de propositions.

- (e) L'entrepreneur convient que si le Canada reçoit ou découvre une ou des preuves crédible, dans la mesure où le Canada le juge raisonnable, d'une violation du présent article 30 ou de l'accord d'accès et de non-divulgaration, ou des éléments de preuve suffisants pour créer un doute raisonnable d'une telle violation qui, selon le Canada, si connue présenterait un risque important de contestation judiciaire réussie d'un marché, le Canada aura un motif suffisant de disqualifier toute soumission de l'entrepreneur ou toute soumission à laquelle il a participé, ou, si un contrat a déjà été attribué au soumissionnaire d'une telle soumission, le Canada aura un motif suffisant pour résilier le contrat pour défaut. L'entrepreneur s'assurera que tous les sous-traitants de tout niveau connaissent cette disposition, ainsi que le paragraphe 30(f) et qu'ils y sont assujettis, en lien à un marché lancé par le Canada ou un contrat accordé par l'État.
- (f) Les réparations prévues au paragraphe 30(e) ne sont pas applicables à une violation décrite au paragraphe 30(d) par un membre du personnel, sauf si les conditions énoncées dans le paragraphe 30 (e) sont respectées, soit :
 - (i) la violation a été adressée, demandée ou tolérée par la gestion ou la supervision de personnel de l'entrepreneur ou du sous-traitant, le cas échéant, ou ;
 - (ii) l'entrepreneur ou le sous-traitant, le cas échéant, a utilisé de l'information obtenue dans le cadre d'une telle violation, a offert une telle information pour la préparation d'une offre ou a autrement bénéficié de la violation.
- (g) Le Canada a le droit de surveiller et de consigner toutes les activités associées à l'utilisation des systèmes informatiques du MDN.
- (h) Le Canada peut, sur avis écrit de l'entrepreneur au moins cinq (5) jours avant la date d'entrée en vigueur des changements, apporter unilatéralement des modifications à l'annexe << H1 >>. Avant la date d'entrée en vigueur des changements, l'entrepreneur doit transmettre une copie de l'annexe << H1 >> révisé à ses sous-traitants de tout niveau ayant accès au SIGRD et à son personnel ayant accès au SIGRD. À la date d'entrée en vigueur indiquée sur l'avis du Canada, nonobstant si l'entrepreneur transmet une copie de l'appendice révisée aux parties touchées ou non, l'annexe << H1 >> révisé entrera en vigueur aux fins du présent article 30 et tous les sous-traitants touchés et tous les accords d'accès et de non-divulgaration.

AJOUTER PIÈCE JOINTE D - ENTENTE D'ACCÈS ET DE NON-DIVULGATION.

PIÈCE JOINTE D
ENTENTE D'ACCÈS ET DE NON-
DIVULGATION

DEMANDE DE PROPOSITIONS
W8474-126279

SERVICES DE SOUTIEN AU SYSTÈME
D'INFORMATION DE GESTION DES
RESSOURCES DE LA DÉFENSE (SIGRD)

Entente d'accès et de non-divulgation

Je, _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, selon le contrat portant le numéro de série _____ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et _____ (« entrepreneur principal »), y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus, élaborés ou produits par l'entrepreneur en vertu du contrat. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, les documents, les spécifications, les instructions, les directives, les données, les éléments matériels, les avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

Je conviens, si j'ai accès à l'application de planification des ressources de l'entreprise (PRE) du ministère de la Défense nationale (MDN) connu sous le nom de Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD), et parfois aussi appelée du nom de l'une des applications qui y sont apparentées, soit le Système de comptabilité financière et de gestion (SCFG) ou le Système d'information – Soutien et acquisition du matériel (SISAM), de restreindre mon utilisation du système et de limiter mon accès aux seules données du SIGRD et aux tableaux de données connexes dont j'ai besoin pour exécuter les travaux prévus dans le contrat et qui se trouvent dans les modules du SIGRD mentionnés dans l'annexe H-1 de la présente entente. Je conviens de ne consulter aucune information ou donnée du SIGRD qui n'est pas précisément requise pour exécuter les travaux prévus dans le contrat.

J'admets que des changements à l'annexe H-1 puissent être apportés de façon unilatérale par le Canada, et que ces changements entrent en vigueur à la date fixée par le Canada, dans la mesure où l'entrepreneur principal _____ aura reçu un avis à cet effet au moins cinq (5) jours avant cette date.

Je reconnais que le Canada a le droit de surveiller et d'enregistrer toutes les activités associées à l'utilisation des systèmes informatiques du MDN.

Je conviens de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne travaillant pour mon employeur ou le Canada qui est autorisée à y avoir accès afin d'exécuter les travaux prévus dans le contrat. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées requises par mon employeur, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de la présente entente.

Je conviens que tous les renseignements fournis à mon employeur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins de l'exécution des travaux prévus dans le contrat et qu'ils demeureront la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'ai été informé qu'outre les recours en justice qui pourraient être exercés contre moi au cas où il serait démontré que j'ai manqué à la présente entente, je pourrais être empêché pendant une période donnée de travailler à toute soumission, quelle qu'elle soit, dans certains achats concurrentiels subséquents effectués par le Canada.

Je conviens que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série : _____.

Signature

Date

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.